



**Conférence des Parties
Vingt-cinquième session
Madrid, 2-13 décembre 2019**

Point 8 b) de l'ordre du jour provisoire
**Questions relatives au financement
Questions relatives au Comité permanent
du financement**

**Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties à l'Accord de Paris
Deuxième session
Madrid, 2-13 décembre 2019**

Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire
**Questions relatives au financement
Questions relatives au Comité permanent
du financement**

Rapport du Comité permanent du financement*

Résumé

Le présent rapport contient des informations sur les résultats des activités réalisées par le Comité permanent du financement (le Comité) en 2019. Il présente également les grandes lignes de l'évaluation biennale 2020 faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action climatique et du premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris, des informations sur le thème de son prochain forum, son plan de travail pour 2020 et la liste de ses membres. L'additif 1 au rapport contient le rapport sur le forum 2019 du Comité et l'additif 2 rassemble les informations tirées des communications reçues sur le projet de directives à l'intention des entités fonctionnelles du Mécanisme financier.

* Le présent document a été soumis tardivement afin que puissent y être incluses les informations sur les résultats de la vingt et unième réunion du Comité permanent du financement.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations et sigles		3
I. Introduction	1–4	4
A. Mandat	1	4
B. Objet du rapport.....	2	4
C. Mesures que pourraient prendre la Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l’Accord de Paris.....	3–4	4
II. Composition et réunions du Comité permanent du financement en 2019	5–13	5
A. Composition.....	5–8	5
B. Réunions	9–13	5
III. Travaux effectués par le Comité permanent du financement en 2019	14–43	6
A. Évaluation biennale 2020 faisant le point des flux financiers dans le domaine de l’action en faveur du climat.....	14–17	6
B. Rapport 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement parties liés à la mise en œuvre de la Convention et de l’Accord de Paris.....	18–22	6
C. Forums du Comité permanent du financement	23–27	7
D. Projet de directives à l’intention des entités fonctionnelles du Mécanisme financier.....	28–30	8
E. Questions de genre.....	31–33	9
F. Relations avec l’Organe subsidiaire de mise en œuvre et les organes constitués en vertu de la Convention	34–40	10
G. Renforcement de la participation des parties prenantes	41–43	11
 Annexes		
I. Members of the Standing Committee on Finance as at 4 November 2019		13
II. Outcome of discussions on the 2020 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows.....		14
III. Outcome of discussions on the 2020 report of the Standing Committee on Finance on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement		19
IV. Enhancing stakeholder engagement: strategic outreach plan		25
V. Workplan of the Standing Committee on Finance for 2020.....		28

Abréviations et sigles

CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
Comité de Paris	Comité de Paris sur le renforcement des capacités
Comité exécutif	Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques
COP	Conférence des Parties
CPF	Comité permanent du financement
Évaluation biennale	Évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
PNA	Plan national d'adaptation
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre

I. Introduction

A. Mandat

1. Le Comité permanent du financement (le Comité ou CPF) établit des rapports annuels à l'intention de la Conférence des Parties (COP)¹. À sa vingt-quatrième session, la COP a approuvé² le programme de travail du Comité pour 2019³.

B. Objet du rapport

2. Le présent rapport contient des informations sur les résultats des travaux accomplis par le Comité en 2019, notamment sur ses vingtième et vingt et unième réunions et son forum 2019, pour examen par la COP, à sa vingt-cinquième session, et par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA), à sa deuxième session.

C. Mesures que pourraient prendre la Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris

3. La COP et la CMA voudront peut-être, dans leurs délibérations sur les points de l'ordre du jour correspondants, prendre en considération les éléments ci-après et, le cas échéant, donner des orientations à ce sujet :

a) Plan d'ensemble de l'évaluation biennale 2020 faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat, ainsi que du plan de travail et du calendrier indicatif (voir l'annexe II) ;

b) Plan d'ensemble du rapport 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris, assorti du plan de travail, y compris les activités de communication et un calendrier indicatif (voir l'annexe III) ;

c) Compilation d'informations provenant des communications reçues au sujet du projet de directives à l'intention des entités fonctionnelles du Mécanisme financier⁴ ;

d) Thème du prochain forum du Comité (voir les paragraphes 25 à 27 ci-dessous) ;

e) Plan de communication stratégique (voir l'annexe IV) ;

f) Plan de travail du Comité pour 2020 (voir l'annexe V).

4. En outre, la COP et la CMA pourraient prendre note de ce qui suit :

a) Rapport sur le forum 2019 du Comité⁵ ;

b) Composition du Comité (voir l'annexe I).

¹ Décision 2/CP.17, par. 120.

² Décision 4/CP.24, par. 2.

³ FCCC/CP/2018/8, annexe VI.

⁴ FCCC/CP/2019/10/Add.2–FCCC/PA/CMA/2019/3/Add.2.

⁵ FCCC/CP/2019/10/Add.1–FCCC/PA/CMA/2019/3/Add.1.

II. Composition et réunions du Comité permanent du financement en 2019

A. Composition

5. Ayman Shasly et Ismo Ulvila ont été élus coprésidents du Comité pour 2019.
6. En ce qui concerne les changements survenus dans la composition du Comité, Fiona Gilbert (Australie) a remplacé Edmund Mortimer (Australie), Zerihun Getu Mekuria (Éthiopie) a remplacé Edith Kateme-Kasajja (Ouganda), Delphine Eyraud (France) a remplacé Outi Honkatukia (Finlande), Toru Sugio (Japon) a remplacé Kazuhiro Iryu (Japon), Eva Schreuder (Pays-Bas) a remplacé Pieter Terpstra (Pays-Bas), Gabriela Blatter (Suisse) a remplacé Sonja Djukic (Canada) et Sergey Chestnoy (Fédération de Russie) a remplacé Georg Børsting (Norvège).
7. La liste des membres du Comité au 4 novembre 2019 figure à l'annexe I.
8. Vu qu'il a été convenu à la dix-septième réunion du Comité que l'un ou l'autre de ses membres pourrait être remplacé une fois au cours d'une année civile, deux remplaçants au total ont participé à la vingt et unième réunion.

B. Réunions

9. Quelque 76 observateurs des Parties et représentants d'organisations non gouvernementales et intergouvernementales, de centres d'études et d'analyse, de banques multilatérales de développement et d'entités fonctionnelles du Mécanisme financier de la Convention ont participé aux deux réunions que le Comité a tenues en 2019. Les observateurs ont pris une part active à ses délibérations. Dans le cadre d'une initiative pilote, des webinaires ont été organisés avec les Coprésidents du Comité en prévision des vingtième et vingt et unième réunions. Cinq coordonnateurs de groupes ayant le statut d'observateur ont assisté à chaque webinaire et ont ensuite participé virtuellement aux réunions du Comité au moyen d'une plateforme interactive Skype.
10. Le Comité a mené ses travaux en séance plénière et en petits groupes. Toutes les réunions ont été diffusées sur le Web, des enregistrements étant disponibles sur les pages Web du Comité⁶. Les représentants des organisations ayant le statut d'observateur ont été invités à s'exprimer sur les diverses questions examinées et à participer activement aux débats lors des séances en petits groupes.
11. Les documents des réunions peuvent également être consultés sur les pages Web du Comité. Au total, 23 notes d'information et divers documents techniques avaient été établis pour faciliter ses délibérations.
12. Le Comité a tenu sa vingtième réunion à Bonn les 21 et 22 mars 2019 ; elle a été précédée d'un séminaire-retraite informel le 20 mars 2019. Lors de la réunion, le Comité a approuvé un programme provisoire pour son forum 2019, et est convenu de ce qui suit :
 - a) Améliorer la communication sur les questions relatives au Comité en se faisant représenter par certains de ses membres aux manifestations connexes en 2019 ;
 - b) Élaborer un plan de communication stratégique ;
 - c) Suivre l'approche adoptée pour l'évaluation biennale 2018 en ce qui concerne l'évaluation biennale 2020 et continuer à travailler sur les mandats découlant de la vingt-quatrième session de la COP dans l'optique de cette évaluation ;
 - d) Lancer des travaux préparatoires sur le rapport de 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement parties liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris, pour examen par la COP ;

⁶ <http://unfccc.int/6881.php>.

e) Élaborer un projet commun de directives à l'intention des entités fonctionnelles du Mécanisme financier, pour examen par la COP et la CMA, en identifiant clairement par un intitulé distinct toute directive qui devrait être expressément examinée par la CMA ;

f) Conformément au plan de travail 2016-2017 prolongé sur la mesure, la notification et la vérification de l'appui fourni au-delà de l'évaluation biennale⁷, étudier les questions pertinentes dans le contexte de l'évaluation biennale en 2019.

13. La vingt et unième réunion du Comité s'est tenue à Bonn du 3 au 5 octobre 2019. Lors de cette réunion, le Comité est convenu des éléments suivants :

a) Plan d'ensemble de l'évaluation biennale 2020, y compris le plan de travail, les activités de communication et un calendrier ;

b) Plan d'ensemble du rapport 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris, y compris le plan de travail, les activités de communication et un calendrier ;

c) Thème de son prochain forum ;

d) Plan de communication stratégique, à mettre à jour pendant la période intersessions et lors des réunions ultérieures ;

e) Dates de sa vingt-deuxième réunion.

III. Travaux effectués par le Comité permanent du financement en 2019

A. Évaluation biennale 2020 faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat

14. À sa vingt-quatrième session, la COP a accueilli avec satisfaction⁸ l'évaluation biennale 2018, en particulier le résumé et les recommandations du Comité.

15. Le Comité, à sa vingtième réunion, a commencé à travailler sur l'évaluation biennale 2020, en convenant notamment de suivre l'approche adoptée dans l'élaboration de l'évaluation biennale 2018, en engageant des travaux techniques et des démarches à un stade précoce auprès des fournisseurs de données et en recensant les éléments susceptibles de figurer dans le projet de plan d'ensemble de l'évaluation biennale 2020. Des travaux ont été menés aux vingtième et vingt et unième réunions du Comité, ainsi qu'entre les réunions, avec l'aide de Vicky Noens et Seyni Nafo.

16. À sa vingt et unième réunion, le Comité a arrêté le plan d'ensemble de l'évaluation biennale 2020 figurant à l'annexe II, qui contient des informations sur la participation des parties prenantes et la communication, les activités à mener dans le cadre de l'élaboration de l'évaluation biennale, ainsi qu'un calendrier indicatif.

17. Le Comité est convenu de lancer un appel à communiquer des informations et de tenir deux réunions techniques à l'occasion de ses vingt-deuxième et vingt-troisième réunions.

B. Rapport 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris

18. À sa vingt-quatrième session, la COP a demandé⁹ au Comité d'établir, tous les quatre ans, un rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties

⁷ FCCC/CP/2015/8, annexe VII.

⁸ Décision 4/CP.24, par. 3.

liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris, pour examen par la COP, à compter de sa vingt-sixième session, et par la CMA, à compter de sa troisième session.

19. Le Comité, à sa vingtième réunion, est donc convenu d'engager des travaux préparatoires sur le rapport 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris, et a échangé des observations préliminaires sur l'objectif, l'approche, les activités et le calendrier indicatif à prévoir, les débats étant animés conjointement par Zaheer Fakir et Mattias Frumerie. Par la suite, les cofacilitateurs, avec le concours du secrétariat, ont entrepris des activités préparatoires et de communication¹⁰ pendant la période intersessions.

20. En outre, sous la direction des cofacilitateurs, le secrétariat a élaboré un document de travail sur les sources d'information et les méthodes et approches employées dans les rapports nationaux, régionaux et mondiaux qui contiennent des renseignements sur les besoins des pays en développement¹¹.

21. À sa vingt et unième réunion, le Comité a arrêté le plan d'ensemble du rapport 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris et le plan de travail (voir l'annexe III). Les activités techniques et de communication, les produits à livrer et les calendriers indicatifs relatifs à l'établissement du rapport 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris sont précisés dans le plan de travail.

22. Le Comité est convenu de lancer un appel à communiquer des informations et de tenir deux réunions techniques à l'occasion de ses vingt-deuxième et vingt-troisième réunions.

C. Forums du Comité permanent du financement

1. Forum 2019

23. Avec l'aide de M^{me} Gilbert et de Mohamed Nasr, le Comité a établi un programme provisoire pour son forum 2019, sur le thème « Financement de l'action climatique et villes durables », et est convenu qu'il se tiendrait à Beyrouth les 12 et 13 septembre 2019 et serait accueilli par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. Pour préparer le forum, le Comité a collaboré étroitement avec l'organisation hôte, ainsi qu'avec les réseaux mondiaux de villes, le Comité de Paris sur le renforcement des capacités et d'autres acteurs activement impliqués dans le financement de l'action climatique au niveau municipal¹².

24. Quelque 130 représentants d'administrations nationales et municipales, d'organisations de la société civile, d'établissements universitaires, de centres d'études et d'analyse, d'institutions de financement multilatérales et bilatérales, et de banques commerciales internationales ont participé au forum. Celui-ci a bénéficié du soutien financier des Gouvernements australien et norvégien, ainsi que de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, de l'Union pour la Méditerranée et de la Banque islamique de développement. Le programme et l'enregistrement vidéo du forum sont disponibles sur la page Web correspondante¹³.

⁹ Décision 4/CP.24, par. 13.

¹⁰ Voir le document du Comité SCF/2019/21/7. Disponible à l'adresse <https://unfccc.int/scf/scf-meetings-and-documents>.

¹¹ Disponible à l'adresse <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/BPonSourcesOfInformationAndMethodologies.pdf>.

¹² Le rapport sur le forum figure dans le document FCCC/CP/2019/10/Add.1 – FCCC/PA/CMA/2019/3/Add.1.

¹³ <https://unfccc.int/topics/climate-finance/events-meetings/scf-forum/climate-finance-and-sustainable-cities>.

2. Forum 2020

25. À sa vingt et unième réunion, le Comité a engagé, avec l'aide de Kamal Djemouai (agissant en l'absence de M. Nasr) et de M^{me} Gilbert, des délibérations sur le thème de son prochain forum.

26. Le Comité est convenu du thème du prochain forum (« Le financement de solutions fondées sur la nature ») et de thèmes subsidiaires éventuels, parmi lesquels :

a) Création de conditions propres à faciliter l'accès au financement de l'action climatique en vue de solutions naturelles d'adaptation et d'atténuation ;

b) Moyens d'exploiter les connaissances des communautés locales et le savoir autochtone, politiques sensibles aux questions de genre, résilience climatique et adaptation, technologie et renforcement des capacités ;

c) Recours à des solutions naturelles comme moyen de réduire les risques et de développer l'investissement climatique dans le cadre d'une gouvernance à plusieurs niveaux ;

d) Le rôle du financement de l'action climatique pour la séquestration du carbone par les écosystèmes, la végétation marécageuse, la protection de la biodiversité, la gestion des incendies (projets de gestion des feux, y compris la savane, les forêts et la prévention des incendies de forêt, par exemple), la remise en état des terres, la lutte contre le déboisement, le boisement, des forêts durables et la prévention de la désertification ;

e) Les solutions naturelles en tant qu'élément moteur des contributions déterminées au niveau national et des plans nationaux d'adaptation ;

f) Différents types de financement de solutions fondées sur la nature.

27. Le Comité est convenu que les cofacilitateurs, avec l'appui du secrétariat, devraient :

a) Commencer à organiser le prochain forum pendant la période intersessions, compte tenu du thème convenu et des débats tenus à sa vingt et unième réunion ;

b) Poursuivre les délibérations sur les thèmes subsidiaires, sur la base des débats tenus à sa vingt et unième réunion, en tenant compte des manifestations susceptibles d'être organisées par des partenaires et des dates et lieux possibles ;

c) Recueillir des informations sur les manifestations susceptibles d'être organisées par des partenaires et en informer le Comité afin qu'il puisse convenir, pendant la période intersessions et de préférence avant la fin de 2019, d'une date et d'un lieu appropriés pour le prochain forum.

D. Projet de directives à l'intention des entités fonctionnelles du Mécanisme financier

28. À sa dix-septième session, la COP a chargé le Comité d'établir à son intention un projet de directives destiné aux entités fonctionnelles du Mécanisme financier, afin d'accroître la cohérence et l'utilité de ces directives, en tenant compte des rapports annuels des entités concernées ainsi que des observations communiquées par les Parties¹⁴. En outre, à la troisième partie de sa première session, la CMA a demandé au Comité d'établir un projet de directives à l'intention des entités fonctionnelles du Mécanisme financier, et sur le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques, pour examen et adoption à sa deuxième session¹⁵. En s'attendant au mandat défini par la CMA, le Comité est convenu :

a) D'élaborer un projet commun de directives à l'intention des entités fonctionnelles du mécanisme financier, pour examen par la COP et la CMA ;

¹⁴ Décision 2/CP.17, par. 121 c).

¹⁵ Décision 3/CMA.1, par. 8.

b) De mettre en évidence par un intitulé distinct toute directive que la CMA aurait plus particulièrement à examiner.

29. Le Comité a reçu 15 communications sur le projet de directives émanant de Parties, de groupes de Parties et de ses propres membres, du Comité de l'adaptation et du Comité exécutif de la technologie. Par la suite, le Comité a entrepris des travaux techniques en rassemblant les communications dans une matrice, en catégorisant les éléments du projet de directives soumis par domaine thématique et en joignant aux éléments les explications et documents de référence figurant dans les communications.

30. Sur la base de ces travaux, le Comité a engagé des discussions approfondies au cours de sa réunion pour élaborer le projet de directives et a utilisé la base de données relatives aux directives antérieures pour déterminer si l'une ou l'autre des directives proposées avait un caractère répétitif par rapport aux précédentes ou semblait redondante. Cependant, le Comité n'a pas pu achever ses travaux et est convenu de transmettre à la COP et à la CMA une compilation des informations tirées des communications sur le projet de directives¹⁶. Il est également convenu d'évaluer ses méthodes de travail concernant le projet de directives à sa première réunion de 2020.

E. Questions de genre

31. À sa vingt-deuxième session, la COP a demandé à tous les organes créés au titre de la Convention d'inclure dans leurs rapports périodiques des informations sur les progrès accomplis pour intégrer une perspective de genre dans leurs processus¹⁷. Le Comité, à sa vingtième réunion, est convenu que ses coprésidents, avec l'appui du secrétariat, contribueraient à l'organisation d'un webinaire intersessions de renforcement des capacités avec ses membres et des experts des questions de genre en vue de prendre en compte une telle perspective.

32. À sa vingt-troisième session, la COP a adopté le plan d'action pour l'égalité des sexes et a invité le Comité à organiser en 2019 un dialogue sur l'exécution de son engagement d'intégrer les questions de genre dans ses travaux, en mettant l'accent sur la pertinence de l'égalité des sexes en matière d'accès au financement dans la mise en œuvre de l'action climatique¹⁸. La COP a également invité le secrétariat à contribuer au renforcement des capacités des Présidents et des membres des organes constitués en vertu de la Convention et des équipes techniques du secrétariat sur les moyens d'intégrer les questions de genre dans leurs domaines de travail respectifs et d'atteindre l'objectif de l'équilibre entre hommes et femmes¹⁹.

33. En vue de prendre en compte les questions de genre dans ses travaux, le Comité a donc :

a) Organisé un webinaire de renforcement des capacités pour l'intégration des questions de genre, qui a eu lieu le 3 septembre 2019 avec la participation de six de ses membres, qui ont fait part de leurs vues sur l'égalité des sexes et le financement de l'action climatique. Les principales conclusions du webinaire ont été les suivantes :

i) Les membres ont relevé, dans les travaux du Comité, des angles d'attaque où l'intégration des questions de genre pourrait être renforcée, notamment l'évaluation biennale 2020, le rapport 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris, et les directives à l'intention du Fonds vert pour le climat et du FEM ;

ii) Les membres ont jugé souhaitable de poursuivre l'examen des sujets présentés lors du webinaire, y compris les moyens de contribuer à la prise en considération des questions de genre dans le financement de l'action climatique, depuis le niveau national jusqu'à celui des fonds multilatéraux ;

¹⁶ FCCC/CP/2019/10/Add.2–FCCC/PA/CMA/2019/3/Add.2.

¹⁷ Décision 21/CP.22, par. 14.

¹⁸ Décision 3/CP.23, annexe, tableau 4, activité D.1.

¹⁹ Décision 3/CP.23, annexe, tableau 3, activité C.2.

b) Inclus dans l'évaluation biennale 2020 des informations sur la problématique hommes-femmes dans le contexte du suivi et de la notification du financement de l'action climatique, provenant de diverses sources, y compris les rapports nationaux soumis au titre de la Convention et d'autres rapports et études.

F. Relations avec l'Organe subsidiaire de mise en œuvre et les organes constitués en vertu de la Convention

34. À sa vingt et unième session, la COP a demandé au Comité de continuer de s'attacher à coopérer plus étroitement avec toutes les parties prenantes compétentes et tous les organes de la Convention concernés²⁰. À sa vingt-troisième session, la COP s'est félicitée que des coordonnateurs aient été désignés au Comité pour assurer la liaison avec les autres organes constitués au titre de la Convention et a demandé au Comité de continuer à fournir des informations sur la désignation de coordonnateurs dans les rapports annuels qu'il lui soumet²¹.

35. Le Comité s'en est tenu à sa démarche générale consistant à entretenir des relations avec les autres organes constitués, notamment :

a) En leur communiquant son plan de travail et en mettant l'accent sur certains de ses domaines d'activité qui pourraient présenter un intérêt particulier sur le plan de la coopération ;

b) En s'appuyant sur ses travaux et les produits qui en découlent pour ce qui est de sa représentation au sein d'autres organes et de ses contributions à leur action ;

c) En faisant part à tous ses membres des demandes ponctuelles d'autres organes, par exemple en vue de contribuer aux produits élaborés par ces organes, à l'initiative de ses coordonnateurs respectifs ;

d) En se faisant représenter aux réunions des autres organes (en personne ou virtuellement) par des experts participant à titre personnel, qui lui font ensuite rapport sur ce sujet.

36. À sa vingtième réunion, le Comité est convenu de maintenir ses relations avec les autres organes constitués en tenant compte de la demande formulée par la COP à sa vingt-troisième session de continuer à améliorer son approche sur la manière d'entretenir des relations avec les organes subsidiaires et les organes constitués en fonction des ressources disponibles et dans le cadre de ses modalités de fonctionnement^{22, 23}.

37. En outre, le Comité a désigné et confirmé dans leurs fonctions des coordonnateurs chargés de le représenter dans les domaines thématiques et la collaboration avec les autres organes constitués au titre de la Convention. Le Comité a également désigné à cette fin des coordonnateurs pour les questions suivantes :

a) Adaptation (M. Nasr et M. Terpstra) ;

b) Technologie (M^{me} Noens) ;

c) Renforcement des capacités (M. Frumerie et M. Ulvila) ;

d) Questions de genre (M^{me} Schreuder) ;

e) Pertes et préjudices (M. Caruso et M. Oquist Kelley).

38. Depuis la présentation du rapport du Comité à la vingt-quatrième session de la COP, les activités ci-après se sont déroulées avec la participation des coordonnateurs :

a) M. Frumerie a indiqué avoir fait un exposé décrivant les travaux et les produits connexes du Comité lors de l'atelier sur l'Action commune de Koronivia pour

²⁰ Décision 6/CP.21, par. 2.

²¹ Décision 7/CP.23, par. 11.

²² Décision 8/CP.23, par. 11.

²³ Voir le document du Comité SCF/2019/20/9.

l'agriculture organisé à la vingt-quatrième session de la COP. Il a souligné l'utilité de cet atelier consacré à l'agriculture, notamment ses liens avec les activités de communication du Comité ;

b) Les Coprésidents du Comité ont rendu compte de leur discussion avec les Coprésidents du Comité de l'adaptation en marge de la vingtième réunion du Comité. Ils ont mentionné plusieurs domaines dans lesquels des mesures seraient prises, notamment l'échange de plans de travail entre les deux organes, l'échange de calendriers pour les travaux futurs pertinents, l'envoi d'une réponse à la correspondance reçue des Coprésidents du Comité de l'adaptation et la poursuite de la coopération des coordonnateurs de chacun de ces organes ;

c) À sa vingt-quatrième session, la COP a invité le CPF à apporter sa contribution au document technique du Comité exécutif²⁴. Un projet de contribution a été élaboré par M. Caruso et M. Oquist Kelley et présenté au CPF. Celui-ci a délibéré sur le projet de contribution et est convenu de le transmettre au Comité exécutif pour examen ultérieur en vue de l'élaboration du document technique à présenter à la cinquantième session des organes subsidiaires. À sa vingt et unième réunion, le CPF est convenu de demander au secrétariat d'ajouter les contributions reçues par le Comité en tant qu'annexe au document technique ou de prendre des mesures, le cas échéant, pour rendre ces contributions plus accessibles.

39. À la vingt et unième réunion du Comité, les coordonnateurs ont rendu compte de plusieurs manifestations auxquelles ils avaient participé à la cinquantième session des organes subsidiaires :

a) Première réunion du Groupe de travail de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, et ateliers organisés au titre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (Ivan Zambrana Flores) ;

b) Troisième réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités et réunion technique d'experts sur le financement de l'adaptation, y compris par le secteur privé (M. Frumerie) ;

c) Réunion organisée par les Coprésidents du Comité avec des représentants des organes constitués. Ont participé à la réunion des représentants du Comité de l'adaptation, du Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques, du Comité exécutif, du Groupe d'experts des pays les moins avancés et du Comité exécutif de la technologie et les membres du CPF et du Comité de Paris.

40. Le CPF a collaboré avec le Comité de Paris en prévision du forum 2019, notamment en l'invitant à contribuer à la préparation de la séance consacrée au renforcement des capacités des acteurs urbains pour l'accès au financement de l'action climatique et à proposer des experts susceptibles d'être invités. La Coprésidente du Comité de Paris, Marzena Chodor, a participé au forum et a animé la séance consacrée au renforcement des capacités.

G. Renforcement de la participation des parties prenantes

41. À sa vingt-troisième session, la COP a demandé au Comité de renforcer encore son dialogue avec les parties prenantes²⁵. Le Comité, à sa vingtième réunion, a donc souligné l'importance de la communication pour faire connaître les résultats de ses travaux et a décidé d'élaborer un plan de communication stratégique à diffuser pendant la période intersessions parmi ses membres.

42. Lors de son séminaire-retraite du 20 mars 2019 et dans le cadre de ses délibérations sur son plan de travail pour 2019, le Comité a mis en lumière un certain nombre

²⁴ Décision 4/CP.24, par. 11.

²⁵ Décision 8/CP.23, par. 14. Les mandats antérieurs connexes figurent dans les décisions 6/CP. 20, par. 5, 6/CP. 21, par. 2, et 8/CP. 22, par. 5.

d'événements et de jalons pour 2019 et 2020 qui lui permettraient de participer de manière stratégique à des manifestations liées à ses mandats.

43. Le Comité, à sa vingt et unième réunion, a examiné le plan de communication stratégique et a fait part de ses premières observations à ce sujet (voir l'annexe IV). Il en a appuyé la mise en œuvre et est convenu de l'actualiser à l'avenir, si nécessaire.

Annexe I

Members of the Standing Committee on Finance as at 4 November 2019

[Anglais seulement]

I. Parties included in Annex I to the Convention

Gabriela Blatter (Switzerland)
Randy Caruso (United States of America)
Sergey Chestnoy (Russian Federation)
Delphine Eyraud (France)
Mattias Frumerie (Sweden)
Fiona Gilbert (Australia)
Vicky Noens (Belgium)
Eva Schreuder (Netherlands)
Toru Sugio (Japan)
Ismo Ulvila (European Union)

II. Parties not included in Annex I to the Convention

African States

Zaheer Fakir (South Africa)
Mohamed Nasr (Egypt)

Asia-Pacific States

Jonghun Lee (Republic of Korea)
Ayman Shasly (Saudi Arabia)

Latin American and Caribbean States

Paul Herbert Oquist Kelley (Nicaragua)
Ivan Zambrana Flores (Plurinational State of Bolivia)

Least developed countries

Zerihun Getu Mekuria (Ethiopia)

Other Parties not included in Annex I to the Convention

Hussein Alfa Nafo (Mali)

Small island developing States

Diann Black Layne (Antigua and Barbuda)

III. Previous members in 2019

Pieter Terpstra (Netherlands)

IV. Replacement members in 2019

Kamal Djemouai (Algeria) at SCF 21
Stefan Schwager (Switzerland) at SCF 21

Annexe II

Outcome of discussions on the 2020 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows

[Anglais seulement]

I. General outline of the technical report of the 2020 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows

A. Acknowledgement

1. Summary and recommendations by the SCF on the 2020 BA, including tracking, follow-up and review of recommendations from 2014, 2016 and 2018 BAs.

B. Introduction

2. Background and objectives: set the scene – context of COP decisions, including decision 4/CP.24, paragraphs 4 (taking into account best available science) and 5 (use of established terminology in provisions of the Convention and the Paris Agreement in relation to climate finance, where applicable).
3. Scope: explicit explanation of what the 2020 BA will do (i.e. metadata analysis and overview/summary of existing publicly available information; mapping available information relevant to Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement, including its reference to Article 9 thereof).
4. Challenges and limitations (e.g. practical difficulties in estimating domestic flows, private flows and other unreported or underreported flows with any certainty; follow-up on gaps and challenges identified in previous BA).
5. Approaches used in preparing the 2020 BA:
 - (a) Clearly outline what the BA is: describe where the data have been sourced from, time period, data coverage and how the data were aggregated (e.g. how the different types of subflow are categorized in the onion diagram, how “pledged” versus “committed” versus “disbursed” are treated, etc.);
 - (b) Clearly describe where the data on “geographical” and “thematic balance” come from and how they are aggregated and categorized.

C. Chapter I – Methodological issues related to transparency of climate finance

Boxes/case studies

6. Key messages, new developments and trends.
7. Brief summary/update on ongoing technical work related to transparency of climate finance, including operational definitions:
 - (a) Compilation of definitions of climate finance and criteria used by various institutions, and compilation of information on how Parties define mitigation and adaptation in their national communications, biennial reports, biennial update reports, NDCs, NAPs and nationally appropriate mitigation actions;
 - (b) Comparison of approaches used in reporting climate finance, including sector-based methodologies, methodologies for estimating mobilized private finance, and domestic climate finance tracking systems.

8. Information on emerging methodologies for measuring mitigation and adaptation finance outcomes.
9. Information on emerging methodologies relevant to tracking consistency with the long-term goal outlined in Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement.
10. Review recommendations from the 2014, 2016 and 2018 BAs.

D. Chapter II – Overview of climate finance flows in 2017–2018

Boxes/case studies

11. Key messages, new developments and trends.
12. Mapping of data availability and gaps by sector, geographic area, thematic distribution and financial instrument/asset class.
13. Updated onion diagram, including information on trends since the 2014 BA with respect to flows, thematic and geographical distribution and financial instruments used and taking into account lessons learned from the 2018 BA (e.g. sectors, country classifications):
 - (a) Estimates of global total climate finance flows, including international and domestic flows;
 - (b) Climate finance flows from developed to developing countries;²⁶
 - (c) UNFCCC funds;
 - (d) South–South cooperation on climate finance;
 - (e) Information on financial instruments used.
14. Evaluation of the quality of data, including clear identification of the uncertainties associated with each source of data and description of how the quality of measurement and reporting is assessed, and the completeness of data (e.g. clearly outline the sources of data uncertainty, clearly describe the assessment of the quality of data as ‘relatively certain’, ‘medium certain’ or ‘relatively uncertain’, and clearly present the scale of completeness of data from ‘low’ to ‘high’).
15. Update of available data sets that integrate climate change considerations into insurance, lending and investment decision-making processes and that include information relevant to tracking consistency with the long-term goal outlined in Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement.
16. Reflection of perspectives of recipient countries.
17. Identification of emerging sources of data (e.g. cities).

E. Chapter III – Assessment of climate finance flows

Boxes/case studies

18. Key messages, new developments and trends.
19. Introduction.
20. Thematic objectives and geographical distribution of climate finance flows to developing countries:
 - (a) Thematic objectives of climate finance;

²⁶ For the purpose of the overview of climate finance in the BA, various data sources are used to illustrate flows from developed to developing countries, without prejudice to the meaning of those terms in the context of the Convention and the Paris Agreement, including but not limited to Parties included in Annex II/Annex I to the Convention to Parties not included in Annex I to the Convention and MDBs; OECD members to non-OECD members; OECD DAC members to countries eligible for OECD DAC official development assistance; and other relevant classifications.

- (b) Geographical distribution of climate finance;
 - (c) Additionality of climate finance provided.
21. Effectiveness of climate finance: ownership, needs and impacts:
- (a) Access to climate finance (e.g. challenges, lessons learned and improvements since the 2018 BA);
 - (b) Pledges, approvals, commitments and disbursements of climate finance;
 - (c) Ownership;
 - (d) Alignment of climate finance with investment needs and plans, including in the context of NDCs and NAPs;
 - (e) Reported results and impacts of climate finance: selected insights and experience;
 - (f) Leverage and mobilization;
 - (g) Technology cost.
22. Global total climate finance, and developing country flows in context:
- (a) Total investments by sector and region, including in high-carbon energy;
 - (b) Estimates of subsidies;
 - (c) Subsidies and financing measures affecting forests and land-use change;
 - (d) Global finance at risk from climate change.
23. Drivers of climate finance flows.
24. Special topics/issues, such as gender and climate finance, forest finance, financial instruments to address loss and damage, technology investment and climate-resilient infrastructure.

F. Chapter IV – Mapping information relevant to Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement, including its reference to Article 9 thereof

Boxes/case studies

- 25. Key messages.
- 26. Introduction.
- 27. Scope.
- 28. Challenges and limitations.
- 29. Ongoing activities and initiatives such as investment portfolios, regulatory initiatives, voluntary private sector disclosures, integrating climate risk in investments.
- 30. Additional information and data sets (e.g. metrics, approaches, methodologies, etc.).
- 31. Impact of transformation on real economy.

G. Annexes

H. FAQs

I. Glossary

J. References

K. List of abbreviations

L. Boxes/case studies (in relevant chapters)

32. Possible examples:

(a) Metrics for assessing progress in the alignment of portfolios of international financial institutions, institutional investors, etc.;

(b) Systems and tools used for integrating climate change considerations into investment strategies and decision-making processes in the mainstream investment, lending and insurance sectors;

(c) Available information relevant to Article 2 of the Paris Agreement;

(d) Small island developing State perspective on climate finance flows;

(e) Efforts to avoid double counting within the BA;

(f) Perspectives on the links between development and climate in providing and accessing finance;

(g) Financial instruments on addressing the potential increased cost of finance due to the integration of climate change risk.

II. Workplan, including milestones, indicative timeline and outreach activities

33. Outreach is an important component of the BA preparation process, particularly for data collection and review, as well as for work in the context of decision 4/CP.24, paragraph 10, and could primarily be achieved using the following outreach activities:

(a) **Technical meetings** organized as stand-alone technical expert workshops in collaboration with partners and/or in conjunction with the SCF. An initial collaborators meeting was held on the margins of SB 50 in June 2019. The first technical meeting could be held in conjunction with SCF 22 in the first quarter of 2020. The second technical meeting could be held in the second or third quarter of 2020, with the themes of the meetings to be confirmed;

(b) In issuing the **call for evidence** the SCF may wish to consider recommendation (o) of the 2018 BA: “encourage all relevant United Nations agencies and international, regional and national financial institutions to provide information to Parties through the secretariat on how their development assistance and climate finance programmes incorporate climate-proofing and climate-resilience measures, in line with new available scientific information”;

(c) **Data collection** from national reports under the Convention, other reports, and statistical systems, as well as from institutions that provide climate finance, through surveys and desktop research.

Possible milestones and an indicative timeline (as at 5 October 2019)									
Activities and deliverables	2019–2020								2021
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	
Phase I: developing and finalizing the outline									
Scope, structure and annotated outline									
Phase II: research and drafting									
Literature review									
Engagement with data providers, producers and aggregators		Collaborators meeting			First technical meeting	Second technical meeting			
Open call for evidence period									
Phase III: developing the BA									
Developing the first-, second- and third-order drafts of the technical report				First-order draft	Second-order draft	Third-order draft			
Working group discussions on first-, second- and third-order draft chapters of the technical report									
SCF discussions on draft report					SCF 22	SCF 23	SCF 24		
Drafting and finalizing the summary and recommendations						First-order draft	Second-order draft		
Consolidating the final draft of the technical report									
Phase IV: publication									
Layout, design and production									
Development of web-based content									
Phase V: outreach and dissemination									
Website updates on the development of the report									
Updates at SCF side events at COPs and sessions of the subsidiary bodies									
Meetings with constituted bodies (to be confirmed)									
Communication and promotion of the technical report and the summary and recommendations									
Webinars and launch event at COP 26									
Continued outreach									

Annexe III

Outcome of discussions on the 2020 report of the Standing Committee on Finance on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement

[Anglais seulement]

I. Outline of the first report of the Standing Committee on Finance on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement

A. Acknowledgement

B. Executive summary

1. Key findings.

C. Mandate and scope

2. Mandate stemming from decision 4/CP.24, paragraph 10.
3. Scope and approaches used in preparing the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement:
 - (a) Description of the sources of information and data, time period, coverage, and how the different information and data from national, subregional, regional and global reports were categorized, aggregated and presented;
 - (b) Description of the approach taken by the SCF in determining the needs of developing country Parties;
 - (c) Other considerations taken in the preparation of the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement, for example gender consideration, indigenous peoples, consultative process, etc.

D. Overview of available information on the needs of developing country Parties

4. Key findings.
5. Introduction.
6. Qualitative and quantitative information and data available on the needs of developing countries relating to implementing the Convention and the Paris Agreement, according to:
 - (a) Information and data from national reports by theme, geography and sector, for example from NDCs, NAPs, biennial update reports/national communications, technology needs assessments, country programmes developed for the GCF, the GEF and/or the Adaptation Fund, city climate action programmes, as applicable, other national climate change policies and strategies, as well as national development plans;

(b) Information and data from regional and subregional reports, strategies, programmes (e.g. country programmes), policies, etc., by theme, geography and sector, for example from regional and subregional reports on needs in Africa, Asia-Pacific, Eastern Europe, and Latin America and the Caribbean, including from bilateral and regional agencies and banks;

(c) Information and data from global reports, policies and programmes, by themes, geographies, sectors, etc., for example from multilateral agencies, United Nations programmes, multilateral development banks.

Boxes/case studies/visualizations.

E. Processes and approaches for determination of needs in developing country Parties

7. Key findings.
8. Introduction.
9. Institutional arrangements.
10. Country experience (e.g. boxes/case studies).

F. Underlying assumptions and methodologies used in determining the needs of developing country Parties

11. Key findings.
12. Introduction.
13. Overview of methodologies and approaches used in determining the needs of developing country Parties: indication of advantages/disadvantages/challenges of each methodology/approach.
14. Mapping of criteria and views used by countries and other stakeholders in determining the needs of developing country Parties, both in relation to goals (temperature goals or sectoral goals), with differentiation between adaptation and mitigation, and identification of common trends and views used in determining needs.

Boxes/case studies/visualizations.

G. Challenges, opportunities and gaps in determining the needs of developing country Parties

15. Key findings.
16. Introduction.
17. Information gaps and limitations.
18. Opportunities for enhancing the determination of needs.
19. Insights into determining needs with available resources (country case studies and experience).
20. Issues identified by countries and regional and multilateral institutions on concerns and obstacles faced in determining the needs of developing country Parties, as well as opportunities:

(a) For example, level of indebtedness, relevant credit worthiness, policies related to finance (co-financing requirements, results-based finance, etc.), instruments available and cost of finance;

(b) Co-benefits related to addressing the needs of developing country Parties, such as the Sustainable Development Goals, disaster risk reduction, the 2030 Agenda for Sustainable Development, the Addis Ababa Action Agenda.

Boxes/case studies/visualizations.

H. Annexes

I. FAQs

J. Glossary

K. References

L. List of abbreviations

M. Boxes/case studies

II. Workplan, including outreach activities, for the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement

21. Delivery date: 2020.

A. Mandate(s) and objectives

22. COP 24 requested the SCF to prepare, every four years, a report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement for consideration starting at COP 26 at CMA 3 (hereinafter referred to as 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement).²⁷

23. COP 24 also requested the SCF, in preparing the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement, to collaborate, as appropriate, with the operating entities of the Financial Mechanism, the subsidiary and constituted bodies, multilateral and bilateral channels, and observer organizations.²⁸

B. Overall approach

24. Building on the experience of the SCF in developing comprehensive assessments, such as the BAs, SCF 20 agreed that the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement will be prepared following the BA approach, namely comprising **technical work** and **work at the Committee level**. The technical work allows the SCF, with the support of the secretariat and external expertise, to gather information and data on developing countries' needs to inform its **work at the Committee level**.

25. The technical **work** combines literature review with technical and expert meetings, webinars and outreach activities, involving data providers and other contributors that have

²⁷ Decision 4/CP.24, para. 13.

²⁸ Decision 4/CP.24, para. 14.

experience in determining developing countries’ needs at the national, regional and global level. This involves data and information gathering from a range of sources and databases, including national reports submitted by Parties to the UNFCCC, external databases and other related national, regional and global reports that provide quantitative and qualitative information on the needs of developing countries. Hence, the organization and implementation of the **technical work** follows a ‘**hub-and-spokes**’ approach. The figure below shows this approach, with the SCF being the hub and the different types of contributor being the spokes. This approach allows the SCF to gather the necessary information and methodologies for preparing the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement, while also building the collaborators network for subsequent reports.

26. The **work at the Committee level** involves reviewing the technical work and providing further guidance. It also involves identification of key findings from the technical work, compiling the identified determination of needs of developing countries in relation to implementing the Convention and the Paris Agreement, and the possible preparation of potential recommendations for the COP.

‘Hub-and-spokes’ approach



27. The technical work also aims to enhance engagement with Parties, the operating entities of the Financial Mechanism, the subsidiary and constituted bodies, multilateral and bilateral channels, and observer organizations, including those that produce aggregate data and information on needs. For example, the SCF can closely engage with, in addition to Parties, a wide variety of institutions that produce and aggregate information on needs at the global and regional level, including on issues relating to methodologies and approaches for determining needs. Such institutions include United Nations agencies, constituted bodies under the Convention, MDBs, bilateral development finance institutions, international organizations, research institutions and think tanks, private sector financial institutions, academia and civil society organizations that operate in developing countries.

In addition, Parties and various institutions can participate in the meetings of the SCF and dedicated technical meetings and other outreach channels that the SCF wishes to establish, such as webinars. Engaging with Parties and data producers and aggregators allows the SCF to produce a robust report.

C. Modalities

28. The two co-facilitators of the SCF working group on the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement have been selected from within the SCF membership and are appointed to guide the technical work both intersessionally and at SCF meetings. The co-facilitators are supported by the secretariat.

29. To ensure sufficient rigour, the technical work will consist of five phases as outlined below. Each phase will be led by an external consultant and coordinated by the secretariat, under the guidance of the co-facilitators of the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement:

(a) Phase I – developing and finalizing the outline of the report. This phase involves developing the scope, structure and annotated outline;

(b) Phase II – research and drafting. This phase involves:

(i) Data collection from available sources and types of information on the needs of developing countries;

(ii) Technical meetings organized as stand-alone technical expert workshops in collaboration with partners and/or in conjunction with SCF meetings;

(iii) A call for evidence to gather inputs from data providers and aggregators, Parties and institutions that have undertaken work on the determination of needs, covering data availability and gaps, and information on methodologies and approaches;

(c) Phase III – developing the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement. This phase includes the iterative drafting of the technical report and presenting it for feedback at SCF meetings. The SCF will discuss and confirm whether the report will include recommendations;

(d) Phase IV – publication. This phase includes developing the layout, graphic design and website content ahead of the finalization and dissemination of the report;

(e) Phase V – outreach and dissemination. This phase includes:

(i) Regular updates on the UNFCCC website regarding the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement, linked to the home page of the SCF;²⁹

(ii) Side events at sessions of the COP and the subsidiary bodies, as part of SCF side events, to provide updates on progress and to exchange information in relation to similar initiatives outside the Convention.

30. Within the SCF, an open-ended working group will participate in the intersessional technical work. This may involve, inter alia, providing input and reviewing the drafts of the individual chapters and the final draft of the report, including through written comments and dedicated webinars. The results of the phases of work will feed into the work of the dedicated SCF working group on the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement.

²⁹ <https://unfccc.int/topics/climate-finance/workstreams/determination-of-the-needs-of-developing-country-parties-related-to-implementing-the-convention-and>.

31. The outputs (e.g. draft chapters, technical papers, scoping document) will be disseminated to the SCF for consideration. The SCF working group, led by the two co-facilitators, will complete the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement with the assistance of the secretariat and consultants.

32. The secretariat will guide and monitor the day-to-day operations of the external consultants. To build and maintain institutional memory, the external consultants will conduct their work and interact with external collaborators jointly with the secretariat.

Possible milestones and an indicative timeline (as at 4 October 2019)

Activities and deliverables	2019–2020								2021
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	
Phase I: developing and finalizing the outline									
Scope, structure and annotated outline									
Phase II: research and drafting									
Literature review									
Engagement with data providers, producers and aggregators		Collaborators meeting			First technical meeting (theme to be confirmed)	Second technical meeting (theme to be confirmed)			
Open call for evidence period									
Phase III: developing the 2020 report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement									
Development of first-, second- and third-order drafts of the technical report				First-order draft	Second-order draft	Third-order draft			
Working group discussions on the first-, second- and third-order draft chapters of the technical report									
SCF discussions on the draft report					SCF 22	SCF 23	SCF 24		
Drafting and finalizing the summary and recommendations (to be confirmed)									
Consolidation of the final draft of the technical report									
Phase IV: publication									
Layout, design and production									
Development of web-based content									
Phase V: outreach and dissemination									
Web updates on the development of the report									
Updates at SCF side events at sessions of the COP and the subsidiary bodies									
Meetings with constituted bodies (to be confirmed)									
Communication and promotion of the technical report and the summary and recommendations (to be confirmed)									
Webinars and launch event at COP 26									
Continued outreach									

Annexe IV

Enhancing stakeholder engagement: strategic outreach plan

[Anglais seulement]

A. Objectives

1. In its deliberations on this matter, the SCF may consider the following objectives:
 - (a) To increase the role of the SCF as a trusted, authoritative, relevant and plugged-in advisor and hub on climate finance, an accelerator, a connector, influencer and an incubator of ideas that produce the best products;
 - (c) To profile the SCF as a bridge between the COP and multilateral and regional institutions and actors in the climate finance landscape;
 - (c) To increase the use and uptake by public and private climate finance audiences of SCF products, including, for example, the findings and recommendations from the BAs, the reports on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement, and the SCF Forum;
 - (d) To initiate and enhance existing collaboration with government practitioners and the private sector to improve the coverage and quality of the work of the SCF, including with stakeholders from developing countries.

B. Audiences and stakeholders

2. The SCF may wish to consider identifying specific audiences and how it wishes to enhance outreach to various stakeholders through its targeted areas of work, including Parties, cities and regions, multilateral and regional development finance institutions, the private sector, and research institutions, academia and think tanks:
 - (a) **Parties** – the SCF could consider more coordinated outreach with capacity-building initiatives within the United Nations network, including the Capacity-building Initiative for Transparency, the Initiative for Climate Action Transparency, the NDC Partnership and others, where climate finance capacity is developed. Through these initiatives, findings from SCF outputs may be disseminated and inputs can be invited from developing countries to future SCF products;
 - (b) **Cities and regions** – building on the 2019 SCF Forum on climate finance and sustainable cities, the SCF could consider maintaining and coordinating outreach activities with city-level initiatives and networks, particularly in developing countries, and invite inputs to future SCF products;
 - (c) **Development finance institutions** – the SCF could consider building on existing outreach with multilateral development finance institutions and conduct further outreach to regional development finance institutions in developing countries through networks and bank associations;
 - (d) **Private sector** – building on previous discussions on enhancing outreach and engagement with the private sector, the SCF may wish to consider the policy development required to drive the private sector further, including for example highlighting the investment risk inherent in not taking climate into account, and engaging with existing working groups and task forces working on the regulatory framework to develop standards;
 - (e) **Research institutions, academia and think tanks** – the SCF could consider organizing technical meetings, expert meetings and webinars targeting the scientific community to gather information and data relevant to its respective areas of work, with a particular focus on outreach to researchers in developing countries. In addition, the SCF could consider requesting certain areas of work to be included on the agendas of other research events;

(f) **Civil society** – the SCF could consider fostering partnerships with civil society organizations to expand its knowledge base. It could also partner with civil society in organizing key events, such as the SCF Forum.

C. Types of engagement

Dissemination

3. In considering the types of engagement for outreach, the SCF may consider disseminating the knowledge generated through its products by:

(a) Convening a series of dialogues with public and private climate finance actors with various stakeholders (e.g. multilateral climate funds, MDBs, United Nations programmes and climate finance stakeholders from developing countries) at special and side events at the climate change conferences and at other events (e.g. at sessions of the COP and of the subsidiary bodies, high-level ministerial dialogues, pre-COPs);

(b) Providing ‘talking point packs’ for SCF members who engage in climate finance related events, including high-profile events, where a critical mass of decision makers and target audiences is present, such as the annual meetings of the Boards of Governors of the World Bank Group and International Monetary Fund, annual meetings of the MDBs, United Nations General Assembly high-level dialogues on financing for development, the regional climate weeks; the 2019 C40 Cities World Mayors Summit, the 2020 Group of 20 Riyadh Summit and the World Climate Summits convened by networks of institutional investor groups;

(c) Fostering partnerships with networks that provide knowledge brokering and support in disseminating the outcomes of SCF flagship products (e.g. with the Climate and Development Knowledge Network and public and private finance networks in developing countries);

(d) Responding to calls for inputs and submissions from other bodies, institutions or processes to disseminate the findings of SCF products (e.g. the global stocktake, constituted bodies);

(e) Using social media and newsletters to promote the key outcomes of SCF work and interaction with various stakeholder groups through social media channels (e.g. Twitter, Facebook), as well as sharing relevant outputs of partner networks with the SCF. The SCF may explore the use of existing climate finance related newsletters or setting up its own newsletter.

Collection of information and data

4. The SCF may also consider enhancing the collection of information and data in developing its products by, for example, enhancing its strategic outreach to data and information providers from developing countries, through:

(a) **Partnerships** with task forces, working groups or research institutions, regional centres, intergovernmental organizations, multilateral and regional development banks, United Nations programmes (e.g. United Nations Conference on Trade and Development, United Nations Development Programme, United Nations Environment Programme, regional United Nations economic commissions), non-profit organizations and think tanks to widen its knowledge base and address some of the information and data gaps related to its respective areas of work;

(b) Technical meetings and workshops with technical experts to address specific issues related to the work of the SCF. While technical meetings and workshops are currently organized in the context of the BA in conjunction with SCF meetings, the SCF may wish to consider expanding their use to other technical areas of its work, such as the reports on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement, or the SCF Forum, as well as to organize meetings in conjunction with other climate finance related events, particularly in developing countries, to increase participation;

(c) **Strengthening calls for inputs and submissions from other bodies, institutions or processes.** The SCF could consider identifying specific stakeholders for outreach, particularly in developing countries, to respond to calls for inputs to SCF products (e.g. the BA, the reports on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement, and the SCF Forum);

(d) Surveys to collect data from sources of information other than national reports under the Convention;

(e) Stakeholder engagement at SCF meetings by continuing the practice of enabling virtual participation of nominated stakeholders to contribute to the discussions of the SCF at its meetings and other SCF-related events.

D. Expected outcomes

5. Expected outcomes of the strategic outreach plan could include:

(a) Increased recognition that the SCF is the authoritative body on multilateral climate finance matters and an influencer in the climate finance landscape;

(b) The increased knowledge and awareness of key stakeholders in the climate finance architecture, which can inform their planning and decision-making in strengthening their response to the threat of climate change;

(c) Enhanced coverage and quality of data and information that can be used to inform the development of SCF flagship products;

(d) Partially addressed information and knowledge gaps identified in SCF products (e.g. the BA and the reports on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement).

E. Outreach in 2019–2020

6. The SCF, with the support of the secretariat, could develop and maintain an overview of related events taking place in 2019 and 2020. SCF members who participate in these events would contribute to the discussions relevant to the areas of work of the SCF, through actual or virtual participation, and report back to the SCF on the outcomes of the events at its subsequent meetings.³⁰

³⁰ A preliminary collection of potential outreach events is presented in tables 1 and 2 in SCF document SCF/2019/21/10.

Workplan of the Standing Committee on Finance for 2020

[Anglais seulement]

<i>Activity</i>	<i>Outcomes/results</i>	<i>Time frame</i>
1. Mandated activities of the SCF under decision 2/CP.17, paragraph 121		
(a) Organize a forum for the communication and continued exchange of information among bodies and entities dealing with climate change finance in order to promote linkages and coherence	2020 SCF Forum, on finance for nature-based solutions	Pending the adoption of the date and venue by the SCF
	Continuous update and implementation of the SCF strategic outreach plan	Ongoing
	Established linkages and continued exchange with bodies and entities dealing with climate finance under and outside the Convention	2020 SCF Forum Ongoing Forum outreach activities
Decision 1/CP.18, paragraph 70: implement the work programme of the SCF, including the creation of a climate finance forum that will enable all Parties and stakeholders to, inter alia, exchange ideas on scaling up climate finance		Ongoing
Decision 5/CP.18, paragraph 4: facilitate the participation of the private sector, financial institutions and academia in the Forum		Ongoing
Decision 8/CP.23, paragraph 12: ensure the value added of its Forum when deciding on the topic of each forum; provide clear recommendations to the COP, as appropriate, regarding follow-up actions on the Forum, and to enhance the dissemination, use and ownership of the accumulated knowledge and expertise gathered at the Forum	Continuous update and implementation of the SCF strategic outreach plan	Ongoing
	Established linkages and continued exchange with bodies and entities dealing with climate finance under and outside the Convention	
(b) Maintain linkages with the SBI and the constituted bodies of the Convention , including decision 8/CP.23, paragraph 11: further refine its approach to maintaining linkages with the subsidiary and constituted bodies according to resources available and in the context of its	SCF Co-Chairs inform the presiding officers of the constituted bodies under the Convention about the activities of the SCF and establish working relationships	Annual

<i>Activity</i>	<i>Outcomes/results</i>	<i>Time frame</i>
existing working modalities	Continuous update and implementation of the SCF strategic outreach plan	Ongoing
	Enhanced linkages with the SBI and the constituted bodies under the Convention	Ongoing
(c) Provide the COP with draft guidance to the operating entities of the Financial Mechanism of the Convention with a view to improving the consistency and practicality of such guidance, taking into account the annual reports of the operating entities and relevant submissions from Parties	Draft guidance provided to the COP and the CMA	COP 26
Decision 3/CMA.1, paragraph 8: prepare draft guidance for the entities entrusted with the operation of the Financial Mechanism, and on the LDCF and the SCCF, for consideration and adoption at CMA 2		COP 26
(d) Make recommendations on how to improve the coherence, effectiveness and efficiency of the operating entities of the Financial Mechanism	Recommendations provided to the COP, as appropriate	Sessions of the COP
Functions of the SCF as per decision 1/CP.16, paragraph 112: rationalize the Financial Mechanism, including the undertaking of analyses and information exchanges	Recommendations provided to the COP, as appropriate Exchanges through the SCF Forum, as appropriate	Sessions of the COP Ongoing
(e) Prepare a biennial assessment and overview of climate finance flows, to include information on the geographical and thematic balances of such flows	Ongoing technical work for the fourth BA, including data collection and engagement with climate finance data producers and aggregators	Outcome at COP 26
Decision 3/CP.19, paragraph 11: in the context of the preparation of its biennial assessment and overview of climate finance flows, consider ongoing technical work on operational definitions of climate finance, including private finance mobilized by public interventions, to assess how adaptation and mitigation needs can most effectively be met by climate finance, and include the results in the annual report of the SCF to the COP		Ongoing
Decision 9/CP.21, paragraph 13: take into account the enhanced information provided by Parties included in		Ongoing

<i>Activity</i>	<i>Outcomes/results</i>	<i>Time frame</i>
Annex II to the Convention referred to in paragraph 6 of decision 9/CP.21 in its biennial assessment and overview of climate finance flows		
Decision 4/CP.24, paragraph 5: use the established terminology in the provisions of the Convention and the Paris Agreement in relation to climate finance, where applicable		Ongoing
Decision 4/CP.24, paragraph 10: map, every four years, as part of the BA, the available information relevant to Article 2, paragraph 1(c) of the Paris Agreement, including its reference to Article 9 thereof		Ongoing
Decision 19/CMA.1, paragraph 24: prepare synthesis reports for the technical assessment of the global stocktake		Ongoing
2. Additional SCF mandates: determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement		
Decision 4/CP.24, paragraph 13: the SCF to prepare, every four years, a report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement for consideration starting at COP 26 and CMA 3	Ongoing technical work for preparation of the report	Outcome at COP 26
Decision 4/CP.24, paragraph 14: the SCF to collaborate, as appropriate, with the operating entities of the Financial Mechanism, the subsidiary and constituted bodies, multilateral and bilateral channels, and observer organizations		Ongoing
3. Additional SCF mandates: general		
Decision 1/CP.21, paragraph 63: serve the Paris Agreement in line with its functions and responsibilities established under the COP		Ongoing
Decision 6/CP.21, paragraph 2: continue to strengthen the engagement of the SCF with all relevant stakeholders and bodies under the Convention	Continuous update and implementation of the SCF strategic outreach plan	Ongoing
	Enhanced linkages with the SBI and the constituted bodies	Ongoing

<i>Activity</i>	<i>Outcomes/results</i>	<i>Time frame</i>
	under the Convention	
Decision 8/CP.23, paragraph 14: further strengthen stakeholder engagement	Enhanced stakeholder engagement	Ongoing
4. Additional SCF mandates: gender		
Decision 21/CP.22, paragraph 14: all constituted bodies under the UNFCCC process to include in their regular reports information on progress made towards integrating a gender perspective into their processes according to the entry points identified in the technical paper referred to in paragraph 13 of decision 21/CP.22	Integration of a gender perspective into SCF processes according to the entry points identified in the technical paper	Ongoing
5. Additional SCF mandates: forests		
Decision 7/CP.19, paragraph 11: the SCF to consider, in its work on coherence and coordination, inter alia, the issue of financing for forests, taking into account different policy approaches	Financing for forest-related considerations integrated into existing workplan, where appropriate, and work on this matter continued in the context of the overall issue of improving coherence and coordination in the delivery of climate change financing	Ongoing
Decision 8/CP.22, paragraph 10: the SCF to integrate financing for forest-related considerations into its 2017 workplan, where appropriate, and continue work on this matter in the context of the overall issue of improving coherence and coordination in the delivery of climate change financing, taking into account all relevant decisions on forests	Financing for forest-related considerations integrated into existing workplan, where appropriate, and work on this matter continued in the context of the overall issue of improving coherence and coordination in the delivery of climate change financing	Ongoing